

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 11 novembre 2018

Contre la vie chère, il faut augmenter les salaires !

Depuis plusieurs semaines, des appels se sont multipliés sur les réseaux sociaux pour bloquer routes et ronds-points le 17 novembre. Si cette initiative contre la hausse des taxes sur le carburant trouve un tel écho, c'est pour de bonnes raisons : le gouvernement et le patronat sont à l'offensive pour faire les poches aux travailleurs. Pour ne pas se laisser appauvrir, sans faire le jeu des patrons ou de l'extrême droite, il faut contre-attaquer !

La colère est légitime

Oui, il y a toutes les raisons de se révolter aujourd'hui. Contre les bas salaires qui n'augmentent pas depuis des années alors que l'inflation repart à la hausse ; contre les petites pensions grevées par la hausse de la CSG ; contre les allocations qui stagnent voire baissent, comme les APL ; contre les loyers élevés ; contre les taxes qui s'accumulent sur le dos des travailleurs et qui finissent en cadeaux fiscaux pour les plus riches.

Le prix du carburant pèse surtout sur les budgets des ménages. Quand on sait que la TVA et autres taxes représentent 60 % de la facture, il y a autant de raisons de s'en prendre au gouvernement qu'aux entreprises du secteur pétrolier qui font des profits record avec la hausse du prix du baril.

L'hypocrisie de la « fiscalité écologique »

Comment le gouvernement justifie-t-il cette augmentation ? L'urgence écologique, dit-il ! La hausse des prix est censée encourager les solutions alternatives à la voiture individuelle, et les taxes devraient financer la transition énergétique. C'est le comble de l'hypocrisie.

Car quelles sont les alternatives à la voiture quand on vit en zone rurale, quand il y a peu de transports en commun ou que les infrastructures délabrées rendent chaque trajet aléatoire ?

Est-ce en taxant les pauvres qu'on va améliorer le réseau de transports collectifs ? Au contraire : le gouvernement (et ses cars Macron !) privilégie la route au ferroviaire qui souffre de sous-investissement chronique.

Les hausses continues des taxes sur les carburants ne sont pas un geste pour la planète mais servent à colmater le budget de l'État amoindri par les cadeaux au patronat. Au bout du compte, ces hausses finissent par enrichir les capitalistes au titre des subventions et autres exonérations fiscales.

Alors oui, il faut préserver l'environnement, mais en s'en prenant aux vrais responsables : les entreprises

qui polluent, les constructeurs automobiles qui truquent les tests anti-pollution, et l'État qui devrait garantir des transports gratuits. Ce n'est pas aux travailleurs de rogner sur leurs salaires.

Sur qui compter pour riposter ?

Aujourd'hui, c'est le patronat du transport qui est à la manœuvre pour faire pression sur le gouvernement en menaçant de bloquer les routes un samedi. Certains patrons bénéficient déjà d'exonérations de taxes sur les carburants. Ils savent, ensemble, faire entendre leurs intérêts propres, bien loin de ceux des salariés.

Du côté des centrales syndicales et de la gauche, on dénonce à juste titre l'instrumentalisation par l'extrême droite de ces appels à bloquer, mais on ne propose pas grand-chose pour contrer les attaques qui se succèdent.

C'est pourtant cette passivité qui ouvre un boulevard à Le Pen ou Dupont-Aignan, qui sont en embuscade pour faire du 17 novembre une opération anti-Macron dans la perspective des prochaines élections. Mais eux ne parlent pas de nos salaires. Ils critiquent seulement les taxes et disent vouloir davantage d'exonérations pour les patrons. Leur démagogie n'a rien à voir avec les intérêts du monde du travail.

Passer à l'offensive

Depuis longtemps les travailleurs sont sur la défensive. Aujourd'hui la colère gronde chez des millions de salariés contre la hausse du coût de la vie. Il serait urgent qu'ils prennent l'initiative avec leurs propres revendications : avant tout l'augmentation générale des salaires et des pensions, et l'indexation des salaires sur les prix (dont celui du carburant). Sans croire au miracle de la « baisse des cotisations », qui grève les budgets des comptes sociaux et que les milieux populaires finissent donc par payer. C'est par une mobilisation massive et déterminée que nous ferons reculer le patronat et le gouvernement à son service.

A quand la quille

Cela fait plusieurs semaines qu'un cône de chantier trône un plein milieu de l'escalier d'accès au pôle 2. Comme le mollusque sur son rocher inamovible il doit cacher quelques dalles instables et décelées. Cette situation qui perdure n'a pas l'air d'émouvoir plus que cela la direction. Alors pour la semaine de la sécurité dont se vante le DRH Chéreau sur intranet, « We all Care », ça la fout mal. C'est comme d'habitude faites ce que je dis pas ce que je fais. Et les salariés seront toujours incriminés et montrés du doigt en cas d'accident ?

Paroles, paroles, paroles ?

À l'usine Bosch de Rodez, la direction a une drôle de vision du compromis. Le site, sur lequel sont produits des équipements pour moteurs diesels, s'est engagé dans une transition de sa production. La direction impose l'activité partielle (les salariés pourraient perdre jusqu'à 1 500 € par an !) contre la promesse de conserver les emplois. Quand on sait que le site a perdu 700 emplois en 10 ans, on a du mal à les prendre au sérieux. Le 50-50 version Bosch c'est 100 pour la direction, 0 pour les salariés !

Des militaires au gouvernement pour mener la guerre aux travailleurs

Après sa victoire à l'élection présidentielle, Bolsonaro a commencé à dévoiler son projet de gouvernement : à la Défense, un général prêt à employer des snipers pour mener une vraie guerre aux favelas ; à l'Éducation, un autre militaire qui souhaite enseigner les bienfaits de la dictature de 1964 à 1985, ainsi que le créationnisme ; un « superministère » de l'Économie et de l'Industrie dirigé par un professeur d'économie, enrichi en spéculant sur les marchés financiers et visé par deux enquêtes pour fraude, de quoi donner du travail à son compère de la Justice, censé lutter contre la corruption !

Répression et idées rétrogrades au service du patronat, pas étonnant que la Bourse de São Paulo batte des records.

La sale guerre de Trump contre les migrants

À la veille des élections de mi-mandat, Trump attise la peur de l'étranger pour gagner des voix. Il saisit le prétexte que quelques milliers de migrants honduriens, fuyant l'insécurité et la misère, avancent vers les États-Unis pour créer la panique. Alors que déjà le mur séparant les USA du Mexique est de plus en plus infranchissable : conséquence, le nombre de sans-papiers arrêtés à la frontière est l'un des plus bas de ces vingt dernières années.

Mais Trump met en scène une « invasion » imaginaire pour envoyer 15 000 soldats à la frontière avec permis de tuer d'éventuels lanceurs de cailloux. Il prétend, entre autres mensonges, que ces migrants honduriens seraient truffés de terroristes orientaux, payés par les démocrates ou le milliardaire juif Soros. Et, en bateleur d'estrade, il promet de supprimer par décret (ce qui est impossible) le droit garanti par la Constitution, qui accorde la citoyenneté aux enfants nés sur le sol américain. Pas sûr que les électeurs s'y laisseront prendre.

Comédie de référendum en Nouvelle-Calédonie

Colonie hier, la Nouvelle-Calédonie l'est toujours aujourd'hui. Les Kanak, population originaire de l'archipel, sont toujours citoyens de seconde zone : salaires inférieurs, taux de chômage à plus de 20 % contre 11 % pour le reste de la population, ils représentent plus de 90 % des prisonniers...

Le référendum sur l'indépendance tenu dimanche dernier, promis il y a 30 ans après la répression d'une révolte de la population kanak et la mort de 19 indépendantistes en 1988, est une comédie électorale. Le « non », qui l'a emporté à 56 %, est une manière de légitimer la poursuite de la domination coloniale, au nom de la majorité : les Kanak, ne représentant plus que 40 % de la population, ont très largement voté pour l'indépendance de leur pays. Quant à la fin de l'exploitation, des discriminations et du racisme, elle n'est pas à la portée d'un référendum, ni même d'une indépendance formelle qui laisserait les mines de nickel, richesse du pays, entre les mains de quelques grandes familles de colons.

Cette comédie référendaire, prévue pour se répéter potentiellement encore deux fois, n'a pour objectif que d'entériner la domination coloniale tout en empêchant la population de prendre le chemin d'une vraie mobilisation sociale.

Le contrat anti-social

Le ministre du Budget, Gérard Darmanin, a annoncé, à l'occasion des négociations entre gouvernement et syndicats sur la réforme de la Fonction publique, la mise en place d'un « plan de départs volontaires » concernant 50 000 fonctionnaires et la « généralisation du contrat » en lieu et place du recrutement au statut, pour les nouveaux embauchés...

Une nouvelle attaque qui vise à généraliser la précarité pourtant déjà bien présente, comme dans le privé, avec 20 % de contractuels dans la Fonction publique. Une raison supplémentaire pour une riposte tous ensemble contre les patrons et le gouvernement !